



MAIRIE
LES ARCS
SUR ARGENS

Envoyé en préfecture le 20/09/2024

Reçu en préfecture le 20/09/2024

Publié le 20/09/2024

ID : 083-218300044-20240916-DEH3015H1-DE



« Jardins partagés »

Convention d'occupation d'un lot à titre précaire et révocable

ENTRE :

La mairie des Arcs sur Argens, place Général de Gaulle, 83460 Les Arcs, représentée par Mme Nathalie GONZALES, en sa qualité de maire, autorisée par délibération en date du 15 janvier 2019, ci-après désignée « le bailleur » d'une part

ET :

M/Mme....., demeurant....., ci-après désigné(e) « le preneur » d'autre part

Sur la base d'un règlement en date du..... mis au point par le bailleur et accepté par le preneur, il a été convenu et arrêté ce qui suit:

I Dispositions générales

Article 1 - Objet

Le bailleur autorise le preneur à occuper un lot de m² du terrain sis au quartier du Baou, cadastré D 1080, 1079, 1074 et 1075 ; à charge pour le preneur d'y exploiter ce lot dans le strict respect du règlement des jardins partagés accepté par lui.

Article 2 - Désignation du lot objet de la convention

Le terrain sis quartier du Baou, situé sur le territoire de la commune des Arcs sur Argens, est propriété du bailleur. Le preneur prendra le lot n°.... sur ce terrain, objet de la convention d'occupation, dans l'état où il se trouve actuellement, sans pouvoir exercer aucun recours contre le bailleur, pour quelque cause que ce soit. Le bailleur déclare qu'à sa connaissance il n'existe pas de difficultés particulières quant à la nature du sol ou du sous-sol, autres que celles résultant de la situation naturelle des lieux.

Le preneur assure tous les travaux d'entretien de la parcelle qui lui est attribuée.

Le preneur transmet au bailleur une attestation d'assurance de responsabilité civile et un justificatif de domicile de moins de trois mois.

Le preneur demeure responsable de la bonne tenue et de la solidité de tous les équipements, matériels et aménagements pendant la durée de la convention.

Article 3 - Durée

La convention entre en vigueur à la date de la notification par le bailleur au preneur et après accomplissement des formalités administratives indispensables.

L'occupation du lot attribué est accordée pour une durée de 1 an renouvelable par tacite reconduction sur une durée ne pouvant excéder 3 ans, puis à l'issue pourra être renouvelable sur demande, par courrier adressé à Madame le Maire.

Article 4 - Cession

En aucun cas le preneur ne pourra céder la convention d'occupation. Tout manquement donnera lieu à un résiliation immédiate.

II Les aménagements

Article 5 - Principes généraux

Le preneur exécute à ses frais et risques l'ensemble des travaux, des équipements, des installations et des aménagements nécessaires à l'exploitation maraîchère du lot qui lui est attribué. Le preneur devra prendre toutes dispositions pour n'apporter aucun trouble autre que les troubles normaux, résultant de la nature et de la destination des travaux, des équipements, des installations et des aménagements.

Article 6 - Causes exonératoires de responsabilité

L'une des parties est exonérée de toute responsabilité à l'égard de l'autre partie si l'inexécution partielle ou totale ou le retard apporté à l'exécution des obligations résulte de l'effet de la force majeure ou d'un cas fortuit.

III Dispositions financières

En contrepartie de la jouissance, le preneur du lot attribué devra s'acquitter d'une participation financière de 20€ pour l'année.

IV Sanctions-Fin de la convention

Article 7 - Sanction résolutoire-Résiliation pour faute du preneur

Cas de résiliation :

Sauf cas de force majeure ou de survenance d'un événement exonératoire de responsabilité, en cas de manquement grave du preneur à ses obligations contractuelles, le bailleur peut prononcer la résiliation du présent bail pour faute du preneur, cette résiliation entraînant la déchéance du preneur au titre de la convention d'occupation.

Procédure :

Avant toute décision d'exclusion, le jardinier concerné sera convoqué par lettre recommandée avec AR par la ville et sera invité à fournir des explications. A la suite de cet entretien, une décision définitive sera notifiée au jardinier par lettre recommandée avec AR. Dans le cas d'une reprise du lot pour manquement grave au règlement, elle s'appliquera de plein droit huit jours après la notification d'exclusion. Pendant ce délai de huit jours, le terrain devra être remis en état à l'exception des arbustes plantés qui pourront rester en place.

Conséquences :

Les conséquences financières de la résiliation sont à la charge du preneur au bailleur tous les équipements, y compris la clé du portillon. Le preneur s'engage à régler, sans délai, les dommages et intérêts au bailleur, en réparation du préjudice subi par ce dernier, et selon état exécutoire, dûment justifié, établi par le bailleur.

Article 8 - Résiliation unilatérale***Résiliation par le bailleur :***

Le bailleur peut résilier unilatéralement la présente convention pour un motif d'intérêt général. La résiliation doit être précédée d'un préavis, dûment motivé et notifié au preneur par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai d'au moins un mois.

Résiliation par le bénéficiaire :

Tout bénéficiaire peut mettre fin à l'occupation du lot sous réserve de respecter un délai de préavis d'un mois.

Le preneur s'engage sur l'honneur à signaler à la commune, par préavis d'au moins un mois, tout déménagement hors de la ville ou vers un domicile doté d'un jardin cultivable, ce qui entraînera sous un mois la résiliation de la présente convention.

Article 9 - Fin de la convention

À l'expiration de la présente convention par la survenance de son terme normal, le preneur est tenu de remettre au bailleur, en état normal d'entretien, compte tenu de leur âge et de leur destination, tous les équipements, y compris la clé du portillon.

Fait le _____ à _____

Signature du preneur (lu et approuvé)

Signature du bailleur